

(6 février 1934)

« On semblait saturé de catastrophes, de mystères policiers, d'intrigues louches masquant mal le sang et la ruine d'un régime. D'une semaine à l'autre, Lagny et ses 200 morts, assassinés par la rationalisation capitaliste, Chamonix et son Stavisky, assassiné par ses semblables, les policiers du capitalisme.

Derrière cette atmosphère... la montée du fascisme « fleur des scandales ».

... A la Chambre, cela hurle. Daladier ahanne sa déclaration ministérielle, sous les huées.

... Pendant ce temps, place de la Concorde, les fascistes s'amassent. Ils sont des milliers. La police les laisse se grouper. « Vive Chiappe! A nous les agents! » crie-t-on. Les agents rigolent. Chiappe attend sa revanche, on prépare l'Union Nationale. A six heures, on se bat, un autobus flambe. Les flics réagissent à peine.

Et tout à coup voici des milliers d'hommes qui défilent vers la Chambre. Des gardes à cheval sont désarçonnés, les fascistes coupent les jarrets des chevaux, les barrages cèdent. Les anciens combattants descendent du Cours-la-Reine vers la Concorde. Là-bas, derrière le pont, les députés courent comme des rats. Il paraît que ça chauffe à l'Hôtel de Ville.

7 heures. Ça y est. La Chambre est menacée. Les rangées de gardes, sur le pont de la Concorde, s'affolent. En face, la surexcitation est à son comble. Voici qu'arrivent, par la rue de Rivoli, de nombreux renforts de manifestants. Et dans la nuit qui s'est faite là-dessus, au-dessus de ce Paris sans taxis et sans trains, un cri de panique et de fureur monte, domine les Marseillaises et les hurlements : « Ils ont tiré. » La mobile a tiré.

On se bat à la Concorde. On se bat aux Champs-Élysées. On se bat rue de Rivoli. On se bat aux Halles. Boulevard Sébastopol, les prolétaires tiennent la rue.

Les flics laissent passer une cohorte de Jeunesses Patriotes sur le Sébasto, puis se referment lorsqu'arrivent les communistes. Ceux-ci se frayent un passage.

Les J. P. ont passé le Pont-Neuf. Rue Dauphine, des communistes les rejoignent, arrachent des planches d'un chantier et, avec ça, ils tapent sur les fascistes qui se débandent. Et bientôt, c'est 2 à 3.000 ouvriers qui suivent la rue de Rivoli vers la Concorde, drapeau rouge en tête.

A 11 heures, de nouveau, la fusillade crépite à la Concorde, Anciens combattants déçus, jeunes gens désorientés, prêts à tout, marchent contre la Chambre, parce qu'on leur a dit que le Parlement était la cause de tous les maux. Parce qu'ils ne savent pas que l'ennemi du peuple, c'est le régime capitaliste, qui va se consolider grâce au fascisme dont ils se font les soldats bénévoles. »

Pierre Unik, extrait d'un article publié dans l'hebdomadaire *Regards* du 16 février 1934.

(9 février 1934)

« Vendredi 9 février. Les fascistes se reposent, ils ont eu leur ministère d'Union nationale. Un premier pas, un grand pas vers la dictature fasciste. Et le sourire d'un vieillard aimable<sup>1</sup> surnage sur une mer de sang. Les cadavres ont servi à quelque chose, on parle du retour de Chiappe. Pétain sera ministre de la Guerre...

... Mais le prolétariat est vigilant. Mais le parti du prolétariat a appelé les travailleurs à manifester leur haine et leur espoir, et leur volonté de combat. Et cependant que les fascistes, leur coup réussi, engagent le peuple au « calme », nous voici dans la rue. Il est huit heures. La manifestation, cette fois, est interdite.

Depuis sept heures, la place de la République est déserte, consciencieusement ceinturée de gardes armés, les cartouchières pleines. Le brouillard semble impénétrable.

Mais notre chant le pénètre et le coupe; nous fonçons. « C'est la lutte finale. » Et voici une forte colonne de socialistes qui rejoint les communistes boulevard Magenta. «Groupons-nous et demain... » « Unité d'action. »

Nous sommes 2.000 ici, et nous marchons contre la police, contre la garde mobile, le chant des travailleurs jaillissant de nos poumons comme une flamme, et nous nous battons contre les brutes qui se déchaînent. Au coin de la rue de Lancry, des copains tombent, le crâne ouvert. Ce sont des ouvriers, des communistes et la violence de la répression bourgeoise ne connaît plus de bornes. Les revolvers sont dégainés. Un ouvrier à terre est tiré à bout portant. Nous nous replions vers le canal Saint Martin.

Comme j'essaie de rejoindre la gare de l'Est, où il nous semble qu'on se bat, au moment où j'arrive à la hauteur du faubourg Saint-Martin, un car arrive en trombe sur nous.

Je suis avec une dizaine d'hommes égaillés qui regardaient, qui ne criaient pas. Trente flics se ruent, nous enveloppent, et quand ils attrapent un isolé, à cinq ou six ils l'assomment, s'acharnent sur le corps à terre, le pilent et le piétinent. Je fonce, la canne levée, je m'en tire avec un coup sur l'épaule, j'emporte un camarade, un petit gars avec un trou dans le crâne et son sang qui l'aveugle... Au loin, un bruit de fusillade. On tire à la gare de l'Est. Il est 8 h 45.

...A Ménilmontant, dans le XI<sup>e</sup>, faubourg du Temple, on me dit que les ouvriers se battent. Je fais le tour de la République, par des rues où des remous continuels dénoncent le flux et le reflux de la mêlée. A 10 h, bd Voltaire, je me heurte à une immense barricade: des pans de palissades, des outils, une charrette. Des groupes descendant de Belleville lapident les occupants des cars, avec des fragments d'asphalte. Bd Richard-Lenoir, des bennes renversées barrent la chaussée. Un peu partout, des coups de feu.

Nulle part, en cette nuit du 9 février, je n'ai revu les scènes de pillages auxquelles j'avais assisté les nuits du 6 et 7. Ce qui animait les combattants, ce n'était pas une rage de destruction, une fureur irraisonnée, un abandon à n'importe quel lendemain : c'était la conscience prolétarienne des fils de la Commune, d'hommes qui savent où ils vont et ce qu'ils veulent : la dictature du prolétariat. »

Pierre Unik, Extrait d'un article paru dans l'hebdomadaire *Regards* du 16 février 1934.

1. Gaston Doumergue, ancien Président de la République, appelé de sa résidence dans le Midi, pour présider un gouvernement « d'Union nationale ».